

Les Régions Inuit du Canada

Stephen Hendrie

Au nombre de 55 000, les Inuit de l'Arctique canadien représentent 4,3% de la population autochtone au Canada. Ils vivent dans 53 communautés rattachées administrativement à quatre régions ayant fait l'objet de négociations territoriales : le Nunatsiavut (Labrador), le Nunavik (Québec arctique), le Nunavut ainsi que la région Inuvialuit dans les Territoires du Nord-Ouest.

En 2005, l'Association des Inuit du Labrador (laquelle avait représenté jusque-là les Inuit) a signé un accord territorial couvrant 72 500 kilomètres carrés. Le gouvernement du Nunatsiavut, créé en 2006, présente la particularité d'être une entité à caractère ethnique ce qui est sans équivalent dans les trois autres régions inuit.

Au Nunavut, les revendications territoriales, couvrant deux millions de kilomètres carrés, ont abouti, en 1993, à la création du gouvernement du Nunavut en avril 1999 ; ce gouvernement représente l'ensemble des habitants du Nunavut alors que l'organisme Nunavut Tunngavik représente les bénéficiaires de l'Entente sur les revendications territoriales du Nunavut.

Au Nunavik, les revendications territoriales ont débouché, en 1975, sur un accord connu sous le nom de Convention de la baie James et du Nord québécois. Le Nunavik s'étend sur 550,000 kilomètres carrés et représente en superficie le tiers de la province de Québec. La Société Makivik administre la Convention de la baie James et représente les bénéficiaires du Nunavik. Elle a pour objectif la mise en place d'un gouvernement régional.

En 1984, un accord territorial couvrant 91,000 kilomètres carrés était signé dans la région Inuvialuit (Territoires du Nord-Ouest). La Société régionale Inuvialuit (IRC), représentant les bénéficiaires inuvialuit de l'accord, poursuit ses négociations en faveur de la création d'un gouvernement d'autonomie régionale.

En novembre 2009, les Inuit de l'Arctique canadien ont déclaré à la Chambre des Communes du Canada que l'année 2010 serait « l'Année des Inuit », coïncidant ainsi avec l'accueil des Jeux Olympiques d'hiver à Vancouver en Colombie-Britannique. Les Inuit des quatre régions administratives ont été massivement représentés. L'emblème des Jeux était un inuksuk, symbole de la culture inuit. L'organisme national Inuit Tapiriit Kanatami organisa un événement intitulé « Le goût de l'Arctique » au cours duquel furent discutés des thèmes d'intérêt majeur en présence des acteurs de la scène politique et du

milieu des affaires ainsi que des représentants du gouvernement. La rencontre eut lieu dans un espace prestigieux, le Musée des beaux-arts d'Ottawa ; des produits locaux, des articles de mode réalisés en peau de phoque et des performances soulignèrent l'événement. À cette occasion, 15 000 dollars furent recueillis au bénéfice de la Fondation pour les enfants et les jeunes de l'Arctique. Très sensibles aux conséquences du tremblement de terre qui venait de se produire en Haïti,, les Inuit des quatre régions administratives rassemblèrent plus de 90 000 dollars dans le but de venir en aide aux populations touchées.

En réaction à l'embargo sur les produits dérivés du phoque, décidé par l'Union européenne en août 2009, les Inuit ont poursuivi en justice le Parlement européen en janvier 2010 afin d'autoriser l'importation de produits en peau de phoque. Dans les années 1980, au moment des premières protestations contre les produits dérivés du phoque, les Inuit s'étaient opposés à tout régime de faveur d'inspiration paternaliste les concernant en déclarant que lorsque le marché est anéanti pour les uns, il l'est pour tous. Ils ont réaffirmé cette position en 2010 si bien que la lutte du principal plaignant, le Tapiriit Kanatami, est soutenue à la fois par des individus et par des organismes du Groenland, de l'Arctique canadien, de Terre-Neuve et du Québec. Au cours de l'année, le Tapiriit Kanatami a pris l'initiative de se pourvoir en appel et d'entamer une seconde poursuite contre une décision considérée par les Inuit de l'Arctique canadien comme étant illégale, immorale et violant les propres lois de l'Union européenne sur le commerce et les droits humains. Par conséquent, ils se sont opposés à la participation de l'Europe au Conseil Arctique.

En mars, des représentants inuit ont participé à la Convention sur le commerce international des espèces en danger (CITES), lors de la 15e Conférence des Parties à Doha au Qatar. La partie américaine a proposé de faire glisser de l'appendice II à l'appendice I la protection des ours polaires. Cette proposition, visant à restreindre le commerce international de l'ours polaire, fut renversée. Pour les communautés inuit de l'Arctique canadien, les permis de chasse à l'ours polaire à des fins commerciales occupent une place importante dans leur économie. Les chasseurs, originaires des États-Unis et d'autres pays, auraient été privés du droit de ramener chez eux les peaux. Quant à la viande, elle est consommée au sein de la communauté.

Un peu plus tôt, en 2010, le Tapiriit Kanatami a inauguré, dans ses locaux, le centre Inuit Qaujisarvingat (IKC). Consacré aux savoirs inuit, ce centre incite les scientifiques à inclure les perspectives inuit dans leurs travaux et à construire des passerelles entre les savoirs inuit et la science occidentale tout en encourageant la formation de chercheurs inuit.

En juin/juillet 2010 à Nuuk au Groenland, ¹ la représentante inuit à l'échelle nationale, Mary Simon, a dirigé la Délégation canadienne lors de l'Assemblée générale du Conseil circumpolaire inuit. La

« Déclaration de Nuuk » s'en est suivie prévoyant que les représentants inuit organiseraient un Sommet consacré au développement des ressources naturelles compte tenu que l'exploitation du pétrole dans les eaux arctiques et l'exploitation de l'uranium sur le continent sont désormais à l'ordre du jour.

Lors de différents forums qui ont eu lieu en 2010, tels que le Club économique du Canada, l'Assemblée générale du Conseil circumpolaire inuit (ICC) à Nuuk et le Colloque Canada-UK à Iqaluit, la présidente nationale Mary Simon a pris la parole, au Canada et à l'étranger, sur le thème des effets du changement climatique en cours dans le Inuit nunangat (les quatre régions de l'Arctique canadien). Mary Simon a réaffirmé la nécessité d'encourager les groupes de pression à poursuivre la lutte en faveur d'une réduction des émissions de carbone à l'échelle internationale, nationale et régionale. Compte tenu que les Inuit sont touchés par les effets désastreux du changement climatique, et plus particulièrement par l'érosion des côtes, par la fonte du pergélisol et par les menaces pesant sur les infrastructures - entraînant parfois des relocalisations forcées -, l'adaptation à cette nouvelle situation est devenue urgente. Madame Simon a insisté sur le fait que des fonds internationaux affectés à l'adaptation devraient être mis à disposition dans les régions des pays développés, comme le Canada, où les peuples autochtones font actuellement l'expérience des ravages causés par le changement climatique.

En outre, la Présidente de Tapiriit Kanatami, Mary Simon, a fait un pas de plus en faveur de la mise en place d'une stratégie nationale concernant le système éducatif inuit dans l'ensemble des régions de l'Arctique canadien. L'objectif consiste à s'assurer que les Inuit bénéficient d'une formation culturellement adaptée et que les résultats sont en progression afin d'assurer aux Inuit de chaque région un futur prometteur².



En 2010, les quatre régions inuit de l'Arctique canadien ont beaucoup avancé sur la question du développement de leur région respective.

La région Inuvialuit

Dans la région Inuvialuit (Territoires du Nord-Ouest) le délicat rétablissement financier de 2009 a produit des effets en 2010 entraînant une hausse constante de la demande pour certains produits, en particulier les diamants. La compagnie Darnley Bay Resources (DBR) a fait une réapparition en lançant des activités d'exploration. La Compagnie Diadem Resources est également revenue dans la région de Paulatuk en partenariat avec DBR.

L'année a débuté par l'adhésion formelle de la Société régionale Inuvialuit (Inuvialuit Regional Corporation, IRC) au Joint Review Panel Report on the Mackenzie Gas Project. Nellie Cournoyea, PDG de IRC, a approuvé l'idée que le Mackenzie Gas Project soit le point de départ d'un développement durable dans le Nord. Toutefois, en fin d'année, le projet n'avait pas encore reçu l'approbation du gouvernement fédéral. Le projet de construire un oléoduc est ancien et caractérisé par des rebondissements. D'abord proposé dans les années 1970, il donna lieu à une Commission Royale d'enquête placée sous la responsabilité de Thomas Berger. En 2010, les Inuvialuit ont montré qu'ils étaient bien préparés à ce projet d'envergure et sont désormais partenaires d'un consortium chargé de construire et de faire fonctionner l'oléoduc dès que l'autorisation définitive aura été obtenue.

L'épandage de pétrole dans le golfe de Mexico au printemps 2010 et l'accélération des projets d'exploration des hydrocarbures en mer de Beaufort ont soulevé de vives inquiétudes concernant les risques environnementaux associés à ce genre d'activité. En conséquence, en juin 2010, le PDG de la Société régionale Inuvialuit a demandé au Ministre canadien des Affaires indiennes de suspendre tous les permis d'exploration aussi longtemps que la question concernant l'environnement arctique n'aurait pas été dûment discutée.

Dans le courant de l'année 2010 il fut annoncé que la communauté d'Inuvik accueillerait l'un des sept événements nationaux placés sous l'égide de la Commission canadienne pour la Vérité et la Réconciliation. La Commission avait pour mandat de recueillir les témoignages de très nombreuses victimes de sévices sexuels dont les responsables sont des représentants de l'église canadienne et des membres du personnel des pensionnats gouvernementaux. 700 personnes étaient attendues à Inuvik à la fin du mois de juin 2011 pour cet événement majeur. La région compte le plus haut taux d'élèves ayant été victimes d'abus sexuels dans des pensionnats au Canada³.

Le Nunavut

Le territoire du Nunavut représente la région la plus étendue de l'Arctique canadien. En septembre, deux monuments ont été dévoilés en souvenir des Inuit déplacés de force dans les années 1950 vers le Haut Arctique. Ces monuments, érigés à Grise Fjord et Resolute Bay, ont aidé les Inuit, déplacés à des milliers de kilomètres d'Inukjuak et de Pond Inlet, à panser leurs blessures. Le gouvernement canadien avait à l'époque pris l'initiative de relocaliser des familles pour asseoir sa souveraineté dans l'Arctique. Des cercles de guérison ont été organisés dans les deux communautés à la suite du dévoilement du monument. Le gouvernement du Canada a présenté des excuses publiques au mois d'août et le Premier ministre du Canada, Stephen Harper, l'a fait à titre personnel lors d'un voyage à Resolute Bay⁴.

Le Nunavik

La région du Nunavik poursuit ses efforts pour mettre en place un gouvernement régional en collaboration avec les gouvernements du Québec et du Canada.

En avril, Makivik, une Société chargée du développement économique et créée en 1978 pour administrer la Convention de la Baie James et du Nord québécois, a organisé un Sommet économique à Kuujuaq. Les discussions portaient sur les opportunités du marché dans les secteurs de l'extraction minière, des ressources naturelles et du tourisme, mais également sur l'économie locale et l'économie de subsistance. Le Sommet a fourni l'occasion d'aborder le concept du développement durable au Nunavik.

Avant que ne soient dévoilés les monuments de Grise Fjord et de Resolute Bay dans le Haut Arctique, un événement marquant a eu lieu, le 18 août 2010, lorsque le ministre fédéral des Affaires indiennes et du Nord s'est rendu à Inukjuak au Nunavik pour présenter des excuses, au nom du gouvernement du Canada, aux Inuit déplacés de force ainsi qu'à l'ensemble des Inuit.

Citons parmi les nombreuses initiatives économiques lancées par la Société Makivik, le navire de tourisme arctique *Cruise North* qui a connu une excellente année. Après une année 2009 peu rentable, les expéditions ont atteint leur capacité maximale et de plus en plus de jeunes inuit occupent la fonction de guides. Au moins une des croisières a été consacrée à une mission à caractère environnemental visant à débarrasser le territoire des déchets abandonnés il y a des décennies, sur les sites militaires de l'Arctique⁵.

Le Nunatsiavut

Au Labrador, des élections organisées par le nouveau gouvernement du Nunatsiavut ont eu lieu le 4 mai. Plus tôt dans l'année un centre administratif a été

inauguré à Nain dont le coût, estimé à 9 millions de dollars canadiens, regroupe 50 bureaux du gouvernement du Nunatsiavut.

Il a été annoncé que les restes humains de 22 Inuit qui vivaient, au début des années 1900, à Zoar une communauté du Labrador, seraient restitués par le Field Museum of Natural History de Chicago (Illinois, États-Unis). Ces restes humains avaient été prélevés sur le site d'une mission Morave abandonnée à l'époque de l'Expédition sub-arctique Rawson-MacMillan en 1927-1928. Ces restes humains seront rendus à la communauté de Nain en 2011.

Une rencontre historique a eu lieu le 27 octobre lorsque le Conseil exécutif du Nunatsiavut a rencontré pour la première fois les membres du gouvernement provincial de Terre-Neuve-et-Labrador. Cet événement a permis aux deux gouvernements de discuter d'un ensemble de thèmes d'intérêt commun concernant en autres les ressources naturelles, l'environnement et le changement climatique, l'éducation, la santé, le logement ainsi que l'Entente sur les droits territoriaux du Labrador⁶.

Notes

¹ Lire l'article sur le Groenland dans *Indigenous World 2010*.

² Pour suivre l'actualité consulter www.itk.ca

³ Consulter irc.inuvialuit.com

⁴ Consulter tunnigavik.com

⁵ Consulter makivik.org

⁶ Consulter nunatsiavut.com

Stephen Hendrie, est directeur de la communication auprès du Tapiriit Kanatami, l'organisme national inuit dont le siège se trouve à Ottawa. Il a rejoint ITK en 2002 après dix ans d'expérience dans le secteur de la communication auprès de la Société Makivik au Nunavik dans le Québec arctique. Il a été journaliste, notamment à Iqaluit (Société Radio Canada en 1983, 1989, 1990), à Québec (1984-1986) et en Allemagne de l'Est (Réseau des Forces armées canadiennes de 1986 à 1988). Il détient un baccalauréat de l'université Concordia à Montréal (1984) et une maîtrise en sciences politiques de l'université McGill à Montréal.

Source: IWGIA, *The Indigenous World 2011*
Traduction pour le GITPA par Michèle Therrien,
membre du réseau des experts Arctique du
GITPA.

